

Food & Agriculture Resilience Mission (FARM) pour la sécurité alimentaire des pays les plus vulnérables

La guerre en Ukraine vient aggraver une situation alimentaire déjà critique dans le monde. Sur huit milliards d'habitants à l'échelle mondiale, un milliard souffrent de la faim et deux milliards ne mangent ni suffisamment ni suffisamment bien. La croissance démographique, qui pourrait porter la population mondiale à 10 milliards en 2050, viendra accentuer cette pression alimentaire, dans un contexte environnemental contraint.

Les conséquences de la guerre en Ukraine seront considérables, tant les productions agricoles ukrainienne et russe sont systémiques pour le marché mondial :

- La Russie est le 1^{er} exportateur mondial de blé (33 millions de tonnes en 2021).
- L'Ukraine est le 4^{ème} exportateur mondial de blé (20 millions de tonnes en 2021) et de maïs (25 millions de tonnes en 2021).
- Ils représentent à deux un quart des exportations d'orge et surtout les deux tiers des exportations d'huile de tournesol (dont 38% rien que pour l'Ukraine).
- 27 pays représentant 750 millions d'habitants, principalement en Afrique et au Moyen Orient, dépendent à plus de 50% des exportations russes et ukrainiennes en blé.

Pour faire face à ce risque, le Président de la République souhaite que l'Union européenne, par voix de sa Présidence française, porte une initiative de solidarité mondiale pour la sécurité alimentaire. Elle sera présentée aux chefs d'Etat et de gouvernement du G7 lors du sommet extraordinaire à Bruxelles ce jeudi 24 mars. Cette initiative mobilisant acteurs publics et privés reposerait sur trois piliers, en intégrant à sa gouvernance l'ensemble des pays partenaires afin de construire ensemble les grands axes de notre résilience commune :

- 1. Un pilier commercial** pour apaiser les tensions sur les marchés agricoles :
 - Elaborer un plan d'urgence de libération de stocks en cas de crise, pour éviter toute situation de pénurie et modérer les hausses de prix.
 - Obtenir un engagement multilatéral à ne pas imposer de restrictions à l'export des matières premières agricoles.
 - Mettre en place un suivi transparent des obstacles au commerce des produits agricoles, et des prix sur les marchés, en s'appuyant notamment sur le Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) mis en place lors de la Présidence française du G20.
- 2. Un pilier de solidarité** pour nous préparer, dès cet été, aux premiers effets de la guerre :
 - Action coordonnée des pays producteurs pour relever temporairement les seuils de production lorsque cela est possible et sans compromettre les objectifs de durabilité.
 - Mettre en place un mécanisme d'allocation des volumes additionnels pour garantir un accès de tous, en particulier des plus vulnérables, en quantité suffisante et à prix raisonnable. Ce mécanisme capitaliserait sur l'expérience de l'initiative ACT-A en réponse à la pandémie de Covid-19 pour permettre un accès équitable aux produits de santé tels que les vaccins.
- 3. Un pilier en faveur de la production dans les pays les plus concernés :**
 - Augmenter significativement les investissements dans la production alimentaire durable et les chaînes de valeurs agricoles résilientes sur tous les continents.
 - Mettre l'accent sur le développement rural et la production agroalimentaire en Afrique, en accélérant les programmes à grande échelle tels que la Grande Muraille Verte ou l'initiative sur les protéines végétales lancée lors du Sommet Union européenne – Union africaine de février 2022.